

[Impressum]

Objektyp: **Group**

Zeitschrift: **Domaine public**

Band (Jahr): **29 (1992)**

Heft 1077

PDF erstellt am: **13.09.2024**

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.

Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.

Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

Ein Dienst der *ETH-Bibliothek*
ETH Zürich, Rämistrasse 101, 8092 Zürich, Schweiz, www.library.ethz.ch

<http://www.e-periodica.ch>

L'INVITÉ DE DP

D'une idéologie à l'autre

Jean-Pierre Ghelfi

économiste et député au Grand Conseil neuchâtelois

A mesure que se précise l'échéance européenne, commencent à s'exprimer des doutes et des craintes quant à ses conséquences économiques et sociales.

Les sondages d'opinion font ressortir une image contradictoire. D'une part, semble-t-il, les gens sont en majorité acquis à l'idée que la Suisse doit se rapprocher de la Communauté, voire même s'y intégrer. Mais d'autre part, ils en attendent majoritairement des effets négatifs, tels que immigration accrue, baisse des salaires, augmentation du chômage.

L'image est donc que les Suisses paraissent craindre les changements consécutifs à une adhésion, qui pourrait remettre en cause la stabilité économique.

Il faudra un considérable effort d'explication pour montrer que ces craintes sont en partie infondées et exagérées. Et que s'il y a des moins dans certains domaines, il y a des plus dans d'autres, de sorte que la balance est assez bien équilibrée.

A cet égard, l'offensive patronale pour une «libéralisation à toute vapeur» de l'économie helvétique n'est pas faite pour arranger les choses. Elle ne manquera pas de contribuer à exacerber les craintes.

Les propositions du «groupe de travail informel» conduit par David de Pury débordent largement de la sphère économique, en préconisant de privatiser la radio

et la télévision, de supprimer le statut de fonctionnaire dans les Ecoles polytechniques fédérales, d'introduire des *numerus clausus*, d'ouvrir les portes de l'immigration et d'obtenir un maximum de flexibilité sur le marché du travail.

Ces idées proviennent en droite ligne des politiques appliquées par Ronald Reagan et Margaret Thatcher. L'état déplorable dans lequel se trouvent les Etats-Unis et la Grande-Bretagne aurait pourtant pu et dû servir d'antidote. Ce n'est apparemment pas le cas.

Que l'on songe enfin en Suisse à appliquer sérieusement les principes de concurrence et que les groupes économiques cessent d'utiliser l'Etat pour protéger leurs intérêts est souhaitable. Sinon, il est vrai que notre pays sera progressivement dépassé par ses voisins.

Mais que l'on veuille, à partir de ce constat, chambouler tous les rapports sociaux et mettre en péril les équilibres régionaux, voilà qui dépasse la mesure du possible et du raisonnable.

Laisser entendre au surplus que ces changements sont indispensables pour notre participation à la construction européenne est stupide.

La Communauté européenne, non sans difficulté, essaie de marcher sur deux pieds. L'un de progrès économique, l'autre de progrès social. La Suisse doit adopter une attitude analogue. Sinon l'Europe, sous quelque forme que ce soit, sera invendable. Ce n'est pas le moment, alors que le monde se débarrasse d'une idéologie, de la remplacer par une autre. Il serait temps, tout au contraire, d'apprendre à voir le monde tel qu'il est pour pouvoir débattre sereinement de la manière dont il conviendrait de l'aménager pour le rendre plus vivable et plus humain. Aussi importante que soit l'économie, elle ne saurait être la mesure de toute chose. ■

D'un discours à l'autre

(ag/pi) Le hasard du calendrier a voulu que les conseillers aux Etats parlent de l'achat de 34 F/A-18 alors que leurs collègues du National débattaient du rapport du Conseil fédéral sur la politique économique extérieure. Pendant que le radical thurgovien Mühlemann, à la Chambre basse, criait: «*Courage, Jean-Pascal, continue!*» exhortant de la sorte notre ministre radical de l'Economie à libéraliser et à déréglementer tous azimuts, le radical vaudois Martin, à la Chambre haute, défendait des thèses à fort relent protectionniste, celui-là même que l'on croyait avoir été jeté aux oubliettes par la droite moderne et défrisante: l'économie suisse, grâce à l'achat de nouveaux avions militaires, profiterait de commandes compensatoires qui correspondraient à 2000 emplois pendant dix ans. Opinion déjà défendue la veille dans *24 Heures* par le nouveau sénateur vaudois: acheter ces avions «*aura des incidences positives sur notre industrie, donc sur le niveau de l'emploi et sur la situation de beaucoup de nos concitoyens. Cela, c'est la réalité.*»

Cet éloge des achats compensatoires, c'est encenser l'échange tel qu'il était pratiqué dans les sociétés primitives et

à l'intérieur du bloc communiste: si tu achètes mes arcs, je prendrai le produit de ta cueillette. Que soit négociée quelque sous-traitance en rapport direct avec l'objet fabriqué, soit! Mais pour le reste, il s'agit bien souvent de commandes à l'industrie suisse qui auraient été faites de toute façon et sur lesquelles on colle l'étiquette «achat compensatoire». Même Pierre-André Jolliet, directeur des finances chez Bobst, est critique: «*Les prix fixés dans ces contrats ne répondent pas forcément aux lois du marché. Je préférerais que notre pays obtienne des commandes qui résultent de notre compétitivité*» (*24 Heures* du 20 mars). Ce qui n'empêche pas le chœur de chanter «libéralisons!» pendant que le récitant dit «troquons!»

Dans le même registre du double langage clairement affirmé et apparemment parfaitement assumé: Horizon lausannois, mouvement constitué de 96 membres, essentiellement radicaux et commerçants et souhaitant davantage de clients et de voitures en ville. A l'occasion d'une assemblée, M. Bertholet, président sortant, prononça un discours dans lequel il fit part de ses critiques à l'égard des pouvoirs publics. Ils ont ainsi successivement été accusés de ne pas assez investir en ces périodes de crise, puis de ne pas avoir le courage de déréglementer. ■

DP Domaine Public

Rédacteur responsable: Jean-Daniel Delley (jd)

Rédacteur: Pierre Imhof (pi)

Ont également collaboré à ce numéro:

André Gavillet (ag)

Yvette Jaggi (yj)

Charles-F. Pochon (cfp)

Jean-Luc Seylaz

Forum: Denis Barrelet, Jean-Pierre Ghelfi, René Longet

Abonnement: 75 francs pour une année

Administration, rédaction: Saint-Pierre 1, case postale 2612, 1002 Lausanne

Téléphone: 021 312 69 10

Télécopie: 021 312 80 40 - CCP: 10-15527-9

Composition et maquette:

Frances Trezevant Honegger, Pierre Imhof, Françoise Gavillet

Impression:

Imprimerie des Arts et Métiers SA, Renens